

NATIONS UNIES
CONSEIL
ECONOMIQUE
ET SOCIAL



Distr.
GENERALE
E/ICEF/681(Partie II)/Add.4
27 mars 1981
FRANCAIS
ORIGINAL : ANGLAIS

FONDS DES NATIONS UNIES POUR L'ENFANCE
Conseil d'administration
Session de 1981

UN LIBRARY

MAY 6 1981

UN/SA COLLECTION

RAPPORT DU DIRECTEUR GENERAL SUR L'ETAT DES TRAVAUX

Chapitre II : Etat d'avancement et tendances du programme

Additif : Eléments urbains des programmes de pays (1980)

Éléments urbains des programmes de pays (1980)

1. L'objet de la présente étude sur la coopération du FISE en milieu urbain est de fournir une liste descriptive des types d'activités auxquelles le FISE apporte son concours dans le cadre des programmes urbains, pays par pays, dans différentes régions du monde. Le Conseil d'administration sera saisi en 1982 d'une étude approfondie de l'expérience du FISE au cours des quatre dernières années en matière de programmation urbaine.

2. Les renseignements donnés ci-dessous ont été organisés par région dans l'ordre suivant :

Afrique

Afrique centrale et Afrique de l'Ouest
Afrique de l'Est

Asie

Asie de l'Est
Asie centrale du Sud

Méditerranée orientale et Afrique du Nord

Les Amériques

Afrique centrale et Afrique de l'Ouest

En novembre 1980 s'est tenu au Sénégal et en Mauritanie un atelier sur l'urbanisation à l'intention des administrateurs de programmes du FISE travaillant en Afrique de l'Ouest. Cet atelier avait pour objectifs de mieux faire comprendre au personnel du FISE les problèmes que rencontrent les femmes et les enfants dans les zones à faible revenu de la région et d'élargir les activités de développement des programmes urbains. Les participants ont d'abord examiné et étudié un certain nombre de programmes d'assainissement urbain en cours d'exécution dans des zones urbaines à faible revenu, puis ont analysé les possibilités de collaboration du FISE dans les zones urbaines d'Afrique de l'Ouest en partie sur la base de l'expérience acquise et en partie sur la base des documents d'évaluation établis par les administrateurs de programmes du FISE intéressés. Cet atelier a notamment eu pour résultat l'élaboration, en fonction des études faites par ces administrateurs, de programmes de travail sur lesquels le FISE devra s'appuyer pour mener à bien sa campagne en faveur des programmes urbains, déterminer les possibilités d'exécution de tels programmes et les exécuter.

Cap-Vert

Les préparatifs sont en cours pour l'élaboration d'un nouveau programme de pays qui sera présenté au Conseil d'administration en 1982. Le domaine dans lequel sont envisagées des possibilités de mise en place d'un programme urbain est celui des services de base destinés aux enfants d'âge préscolaire qui vivent dans des zones urbaines à faible revenu. A l'appui de cet effort, des renseignements ont déjà été fournis sur les résultats obtenus par d'autres pays dans le domaine de la prestation de services de base en milieu urbain aux enfants d'âge préscolaire.

Côte d'Ivoire

On a continué à étudier les possibilités de collaboration en milieu urbain et l'étude sera poursuivie à l'avenir. Au stade actuel, on estime qu'il est essentiel de procéder à une analyse exhaustive de la situation en étudiant les institutions s'occupant de la prestation de services aux femmes et aux enfants dans les zones urbaines à faible revenu et en déterminant plus clairement quels pourraient être les véritables besoins de la population de ces zones, à Abidjan tout d'abord. Cette analyse s'effectuera en 1981

Haute-Volta

Sur la base des activités d'analyse des possibilités de mise en place de programmes qui ont eu lieu en 1979 et compte tenu des changements récents de gouvernement, les efforts qu'entreprendra le FISE pour faciliter la prestation de services aux enfants de familles à faible revenu commenceront par l'extension à la capitale des programmes nationaux. Il est prévu que, ce faisant, le FISE pourra, l'année prochaine, identifier des possibilités nouvelles qui lui permettront de sortir du cadre des programmes nationaux et d'appuyer également des actions urbaines spécifiques.

Mali

Le document d'évaluation établi pour l'atelier sur l'urbanisation a montré que les conditions de vie à Bamako étaient si mauvaises que la seule solution possible pour assurer la fourniture de services de base était de faire en sorte que la population devienne autosuffisante et de satisfaire ses propres besoins en matière de santé et de nutrition de base. Les activités de mise en place des programmes n'ont pas encore dépassé le cadre des études préliminaires et il est prévu que d'ici à 1982 des propositions seront présentées pour le lancement d'un effort de collaboration en milieu urbain dans ce pays.

Mauritanie

Le FISE participe dans certaines limites à l'exécution du programme d'assainissement des zones à faible revenu d'un quartier pauvre de Rosso. Son aide a initialement porté sur les mesures de lutte contre les inondations prévues dans le programme urbain pour empêcher qu'une partie de la population n'ait à vivre dans un mètre d'eau pendant les longues périodes de l'année où le Sénégal est en crue. Une proposition préliminaire prévoyant un élargissement de la collaboration du FISE a été élaborée. Cette proposition couvre quatre domaines principaux :

- a) Les activités économiques, y compris des méthodes de production coopérative pour des activités comme la petite agriculture qui tireraient parti de la rétention des eaux de crue;
- b) L'assainissement de l'environnement, y compris l'évacuation des eaux de crue et l'installation de latrines;
- c) Les possibilités d'emploi pour les femmes, et notamment les travaux de construction avec transport de matériaux par brouettes, l'exploitation de moulins à maïs et la fabrication de fourneaux plus efficaces pour la cuisine familiale; et
- d) L'éducation, y compris l'organisation de cours sur la vie familiale et de cours périscolaires pour femmes et enfants.

Il est prévu que les négociations finales se dérouleront au début de 1981 et qu'un programme urbain "noté" sera présenté en 1981 au Conseil d'administration.

Nigéria

Plus de la moitié des 4,5 millions d'habitants de la ville de Lagos, dont 400 000 vivent dans une misère abjecte, ne disposent pas directement de services d'eau potable, d'hygiène et de santé, de services sociaux et d'équipements collectifs. La priorité que l'Etat s'est fixée en matière urbaine n'est pas d'aider directement les habitants des taudis mais plutôt de mener à bien le plan-cadre 1981-2000 de la ville de Lagos qui prévoit la construction sur une grande échelle de logements à loyer modéré et la prestation de services bon marché.

Le FISE et la fondation Ford ont été invités à prendre part, dans les quartiers de taudis, à des études de caractère pratique dont l'objet est d'assurer l'alphabétisation fonctionnelle des femmes et de créer des activités rémunératrices pour les femmes et les jeunes filles.

Le premier objectif de la politique nationale en matière d'éducation est d'alphabétiser les adultes qui n'ont jamais eu la chance de recevoir un enseignement de type scolaire. Pour contribuer à la réalisation de cet objectif, le gouvernement fédéral s'est engagé à lancer en 1982 une campagne nationale d'alphabétisation de masse d'une durée de 10 ans. Les mères de famille à faible revenu constituent un des principaux groupes-cibles. L'hypothèse fondamentale de cette campagne est que des mères alphabètes sont mieux à même d'assurer le développement physique, mental et affectif de leurs enfants.

Liés à ceux de la campagne massive d'alphabétisation, les objectifs de ce plan sont au nombre de deux et de nature complémentaire :

a) Mettre au point des matériels d'enseignement et d'assimilation des connaissances pour les femmes adultes pauvres et traduire ces matériels dans les trois langues principales du pays; et

b) Entreprendre, à titre expérimental, dans des collectivités urbaines pauvres des activités visant à libérer les femmes des tâches quotidiennes les plus pénibles, à renforcer leur rôle dans la communauté et à avoir une incidence sur leurs conditions de vie et celles de leurs enfants.

Dans l'exécution de ce plan, l'administration de la ville de Lagos a pris la responsabilité d'un secteur, celui de l'enseignement primaire. Les services de santé et les services sociaux dans les quartiers pauvres sont laissés dans une large mesure à l'initiative du secteur privé dont les activités sont encouragées par le Ministère d'Etat chargé du développement social et par le Département de l'éducation des adultes de l'Université de Lagos.

En collaboration avec le National Educational Research Council et le Language Centre, la Division de l'enseignement primaire et de l'éducation des adultes du Ministère fédéral de l'éducation sera chargée de tester à Lagos (dans les trois principales langues) les textes de base et les livres du maître qui seront élaborés dans le cadre de ce plan d'action.

La promotion des activités rémunératrices pour les femmes est une des priorités du FISE dans le cadre de ce plan. Deux chargées de recherche nigérianes, qui ont organisé à titre bénévole des activités dans les taudis de Maroko, d'Amukoko, d'Ajgunle, d'Olodin-Apapa et d'Oke-Oba/Agege, bénéficient aujourd'hui de l'aide du FISE qui leur permettra de poursuivre et d'améliorer leurs travaux communautaires d'activités rémunératrices dans six centres féminins organisés spontanément. Le FISE fournira des indemnités de subsistance pour permettre à certaines des femmes de la communauté de recevoir une formation de monitrices. La fondation Ford a l'intention d'aider ces deux chargées de recherche en leur octroyant une bourse. Le FISE financera l'organisation d'ateliers qui seront chargés de rédiger, d'éditer, d'adapter et de traduire les textes de base et les livres du maître qui seront utilisés par les moniteurs et les animateurs s'occupant des femmes et des jeunes filles dans les collectivités urbaines pauvres. Dans la mesure où ils s'avéreront efficaces, ces outils pédagogiques seront ensuite utilisés dans d'autres milieux et dans d'autres parties du pays.

République-Unie du Cameroun

Une brève étude a été faite de la situation urbaine au Cameroun, en particulier à Yaoundé et à Douala. Plusieurs domaines spécifiques ont été considérés comme susceptibles de faire l'objet d'une étude de faisabilité plus approfondie, notamment l'organisation communautaire et les activités d'auto-assistance, la promotion des activités féminines et les programmes destinés aux enfants d'âge préscolaire, les programmes pour jeunes où l'accent est mis sur l'emploi et les efforts de coopération. Etant donné que la Banque mondiale participe elle aussi à l'élaboration et à l'étude des possibilités de mise en place de programmes dans des zones urbaines du pays, les possibilités de collaboration entre les deux institutions feront l'objet d'un examen approfondi.

Sénégal

Sur la base d'une étude succincte établie pour l'atelier de programmation urbaine, le FISE examine actuellement avec les autorités et d'autres institutions la possibilité de contribuer à des programmes destinés à des enfants d'âge préscolaire dans les quartiers les plus pauvres de Dakar. Il est prévu qu'un programme rural à vocation communautaire pour enfants d'âge préscolaire qui a donné d'excellents résultats servira de modèle pour les programmes qui seront entrepris dans les quartiers pauvres de la capitale sénégalaise. Un projet noté pour enfants d'âge préscolaire sera présenté en mai 1981 au Conseil d'administration.

Sierra Leone

Des efforts seront entrepris d'ici peu en Sierra Leone pour mettre au point le prochain grand programme du FISE qui sera présenté au Conseil d'administration à sa session de 1982. On procédera à une évaluation des problèmes que confrontent les enfants en milieu urbain et on accordera une attention spéciale aux possibilités de mise en place de programmes dans les petites et moyennes localités du pays mais aussi dans les grandes villes.

Zaire

En prévision de l'atelier urbain qui s'est tenu en Afrique de l'Ouest, un document succinct avait été établi sur la situation urbaine au Zaire. Les problèmes examinés étaient ceux du logement, de l'infrastructure publique, de l'approvisionnement en eau et de l'hygiène, de la santé, de la nutrition et de l'éducation. Les institutions et les structures nationales chargées de résoudre ces problèmes avaient été identifiées, les mécanismes existants de participation communautaire étudiés. A la lumière de ce tour d'horizon, les auteurs du document avaient défini les actions immédiates susceptibles de recevoir l'appui du FISE, et notamment des actions dans les domaines de l'hygiène, de la nutrition, de la santé et des garderies d'enfants. Il est prévu que de faibles montants seront prélevés sur les engagements existants pour entreprendre en 1981 les premières activités. Un gros effort de mise en place de programmes urbains devrait avoir lieu en 1981, effort qui devrait permettre l'inclusion d'un élément urbain dans le programme de pays à présenter en 1982 au Conseil d'administration.

Afrique de l'Est

Burundi

Les graves problèmes urbains que rencontrent les femmes et les enfants commencent à se manifester de plus en plus à Bujumbura, capitale du Burundi. Il est évident que les zones pauvres ne cessent de s'étendre. La migration des familles pauvres est attribuable aux habitants qui abandonnent les régions rurales du pays mais aussi au nombre considérable de réfugiés en provenance du Rwanda et aux personnes déplacées venues de pays comme le Zaïre, le Sénégal et le Mali. Les conditions de vie qui règnent dans les quartiers occupés par cette population sont très difficiles, pour les enfants surtout. En effet, ces quartiers manquent d'eau, d'hygiène, d'écoles, de services de santé, et le taux de malnutrition y est vraisemblablement très élevé (on ne dispose pas de statistiques) à cause de la pénurie de terres arables et du coût onéreux des denrées alimentaires de base sur les marchés de la capitale. Bien que le FISE n'exécute actuellement aucun programme dans cette ville, il fera de ce problème l'élément central de sa campagne en 1981.

Ethiopie

Le programme d'urbanisation à Addis-Abeba est réalisé par le truchement du Comité international de coordination, organisation cadre qui se compose de plusieurs organismes bénévoles et du FISE sous les auspices de la municipalité d'Addis-Abeba. Ce comité a été créé pour coordonner les activités sociales et de développement en faveur des familles urbaines défavorisées. Parmi les projets figurent la création de garderies pour les enfants dont les mères travaillent, un programme d'alimentation complémentaire dans quelques garderies d'enfants qui aident les familles sans ressources, et des activités rémunératrices pour les familles pauvres. Les garderies sont créées et dirigées par les kebeles (organisations communales de quartier), l'aide du FISE se présentant sous la forme de jeux et de matériels éducatifs. A ce jour, les activités rémunératrices ont été la mise en place d'une grande entreprise commerciale d'aviculture et, à titre de comparaison, le lancement d'un petit projet d'aviculture familiale. L'objet de ces activités est d'évaluer les coûts et l'utilité des deux méthodes, mais il faudra attendre un certain temps encore avant de pouvoir se faire une idée précise des résultats. La production de légumes et l'artisanat sont d'autres activités économiques dont la réalisation est envisagée mais, compte tenu des difficultés éprouvées pour trouver des concours techniques appropriés à cette fin, les progrès accomplis à ce jour ont été lents.

Un autre élément du programme urbain est celui de l'appui à donner au programme d'éducation et de soins destiné à environ 5 000 orphelins placés dans un ensemble villageois pour enfants que crée actuellement l'Etat et qui fonctionnera en tant qu'institution autosuffisante ayant ses propres activités de production et d'exploitation agricole. Le FISE finance également le coût d'un poste de conseiller psycho-pédagogique qui participera avec les autorités gouvernementales à la solution du problème national des orphelins et des enfants indigents.

Kenya

La participation du FISE aux services urbains a commencé en 1975, année où a débuté à Dandora (Nairobi) le premier projet de trames d'accueil financé par la Banque mondiale. Depuis lors, cette participation n'a cessé de s'intensifier. Alors que la Banque mondiale et le gouvernement élargissaient leur objectif à deux autres grandes agglomérations urbaines (Kimusu et Mombasa), le FISE en faisait autant cette dernière année.

Le FISE a également essayé d'encourager le gouvernement à adopter comme priorité la prestation de services de base dans de petites zones urbanisées en incitant et en aidant le Ministère des administrations locales à travailler avec les petites agglomérations du pays, les encourageant à centrer leur attention sur le renforcement de la prestation des services sociaux, et à établir des relations de travail plus étroites avec les ministères organiques afin de tirer plus directement parti de leurs ressources, tant humaines que matérielles. Il a été convenu que le FISE financerait le coût de deux postes nationaux au Ministère des administrations locales, l'un qu'occuperait un spécialiste des services sociaux et de l'aménagement urbain et l'autre un spécialiste de la nutrition. Ces deux personnes doivent être disponibles pour travailler dans 18 localités et petites agglomérations urbaines.

Dans le cadre de la coopération avec le projet de Dandora, quatre agents de la santé de quartier ont été sélectionnés par la collectivité et ont reçu avec le concours du FISE la formation requise pour travailler dans leur quartier. Un atelier à l'intention des animateurs a été organisé, au cours duquel des agents du développement communautaire ont fait part de leur expérience et de leurs problèmes. Les rôles joués par les différentes institutions présentes à Dandora y ont été expliqués et les participants ont recommandé la mise sur pied périodique d'ateliers de ce genre afin que les animateurs, les employés du Conseil municipal et les employés d'organismes non gouvernementaux puissent y confronter leurs expériences et, partant, établir des objectifs concertés. En outre, une deuxième garderie qui s'occupe de 80 enfants a été ouverte.

Les bénéficiaires de la deuxième phase du projet, qui comprend 5 000 parcelles ont commencé à emménager cette année. Des enseignants supplémentaires seront recrutés l'année prochaine ainsi que des agents de la santé de quartier.

Mozambique

Le Mozambique souffre, autour de ses grandes villes et localités, d'une prolifération d'établissements urbains pauvres. Parallèlement à l'effort systématique fait pour décourager l'exode rural en mettant l'accent sur le développement des régions rurales, le gouvernement s'efforce maintenant d'organiser "des quartiers communautaires" qui sont l'équivalent en milieu urbain des villages communautaires.

En dehors de l'aide fournie aux zones urbanisées dans le cadre des programmes nationaux de santé et d'éducation, la participation directe du FISE s'est jusqu'ici limitée au projet des communications sociales qui a établi une de ses "unités de communications" dans un quartier de Maputo.

Depuis 1977, le FISE donne son appui à un projet de recherche appliquée dont l'objet est de mettre un jour sur pied un réseau approprié de communications sociales dans les villages communautaires. En 1977/80, le projet a créé des systèmes de médias communautaires dans cinq villages et dans un quartier urbain à l'issue de la phase de recherche.

Le programme repose sur la décision qu'a prise le gouvernement d'utiliser l'information et les communications comme des outils stratégiques dans la promotion du développement économique et social par le jeu de la participation communautaire et de l'enseignement de type non classique. Le projet offre de grandes possibilités de renforcer l'incidence des efforts faits par l'Etat dans bon nombre de domaines qui revêtent un intérêt particulier pour le FISE.

République-Unie de Tanzanie

Dar es-Salam compte une population d'environ 800 000 habitants, dont 40 p. 100 viennent des plateaux et le reste des zones côtières. En d'autres termes, la population se compose d'un mélange de personnes dont un nombre sans cesse plus élevé abandonne les régions rurales pour venir s'installer en quête d'emploi dans la ville. L'expansion de cette dernière, la hausse des prix et le surpeuplement exercent sur les services municipaux des pressions considérables.

Le Conseil municipal de Dar es-Salam a choisi un programme de développement féminin pour assurer la prestation de services urbains avec l'assistance du FISE. Tel qu'il était envisagé dans le plan des opérations pour 1980-82, ce programme prévoyait la construction de trois centres à fins multiples pour la formation de femmes dans les circonscriptions d'Ilala, de Kinondoni et de Temeke. Les principales activités de ces centres devaient être la nutrition, l'éducation, le jardinage et l'aviculture. Le programme était également censé donner un appui aux garderies d'enfants dont les mères suivaient les cours de formation aux centres. Toutefois, depuis que les plans du programme ont été établis, des changements sont intervenus, en ce sens qu'il a été décidé à l'échelon local de construire une garderie. Les travaux commenceront sous peu.

Somalie

A mesure que s'intensifie l'urbanisation, les besoins essentiels des enfants qui vivent dans les zones urbaines pauvres augmentent. Le Ministère des administrations locales et la municipalité de Mogadiscio continuent de s'intéresser au développement et à l'application de programmes à l'intention des familles urbaines à faible revenu. La campagne menée par le FISE en faveur des enfants dans le cadre de l'Année internationale de l'enfant a stimulé et complété l'intérêt que porte l'Etat à la situation des enfants qui vivent dans des zones urbaines à faible revenu. L'année dernière, le FISE a fourni les ressources nécessaires pour faire une enquête dont l'objet était de compiler des données de base sur les familles pauvres vivant à la périphérie de Mogadiscio, de rassembler des renseignements de base permettant un contrôle systématique des conditions de vie dans l'avenir et de former des étudiants de l'Institut de statistique et d'économie appliquée à l'utilisation des techniques d'enquête et des résultats y afférents. L'enquête que réalise l'Institut vise à accroître le volume des connaissances qu'on possède sur les conditions d'hygiène, de santé et d'éducation des familles qui vivent dans les zones à faible revenu de la ville. Elle sera achevée en 1981 et des activités seront entreprises dans le cadre du programme de développement en fonction des résultats obtenus. /...

Zambie

En 1975, le Service des ensembles de logements du Conseil municipal de Lusaka a, sous la direction de ce qui était alors le Ministère des administrations locales et du logement, entrepris un vaste programme d'assainissement de trois colonies de squatters de Lusaka avec le concours de la Banque mondiale, de l'American Friends Service Committee et du FISE. De 1975 à 1977, le FISE a accordé des indemnités de subsistance pour 50 administrateurs adjoints de développement communautaire et fourni des fournitures et du matériel préscolaires à des centres polyvalents, tandis qu'une division des communications pour l'appui aux projets était créée au sein du Conseil municipal de Lusaka et qu'une aide financière était accordée pour recruter deux agents. Un cours de six mois pour huit superviseurs préscolaires s'est tenu en 1979 au Centre national de formation de Chalimbana, cours qui a bénéficié de l'assistance de l'Organisation bénévole danoise, de l'Association préscolaire zambienne et du FISE. Depuis 1975, quelque 368 enseignants préscolaires n'ayant reçu aucune formation spéciale ont suivi les cours d'orientation d'une durée d'une à deux semaines qu'organise l'Association préscolaire zambienne avec l'assistance du FISE. Ce dernier a également parrainé en 1980 trois agents de l'Association qui ont été envoyés à Maurice pour y suivre un cours de deux semaines organisé à l'intention de superviseurs d'Afrique australe et d'Afrique de l'Est.

Asie de l'Est et Pakistan

Bangladesh

Le FISE consacre la majeure partie de ses efforts aux activités entreprises dans les zones rurales, mais 8 millions de personnes vivent au Bangladesh en milieu urbain. Bon nombre de celles qui vivent dans des taudis urbains ont des conditions de vie très inférieures à celles des habitants dans les zones rurales. Le programme exécuté au Bangladesh comporte un élément urbain qui inclut la possibilité d'appuyer les activités de formation professionnelle et rémunératrices pour les femmes, de planification de la famille, d'approvisionnement en eau, d'installation de latrines et de prestation de soins de santé de base.

Dans le cadre de ce programme, le Département des affaires sociales a organisé en 1980 dans la zone métropolitaine de Dacca une "Quinzaine pour la prise de conscience des affaires sociales". Inaugurée par le Vice-Président, cette quinzaine avait pour but de faire connaître et comprendre les besoins des pauvres en milieu urbain et d'entreprendre la prestation de services communautaires dans certaines zones à faible revenu. Elle cherchait par ailleurs à obtenir la participation permanente au programme de la Dacca Municipal Corporation et d'autres institutions et organismes. Outre sa participation aux activités de planification et à la campagne en faveur des habitants pauvres en milieu urbain, le FISE a fourni une aide dans les domaines suivants : construction de puits instantanés pour l'approvisionnement en eau potable, livraison de fournitures et de matériel pour des activités rémunératrices communautaires, alphabétisation en enseignement primaire.

Un administrateur chargé des projets de services urbains qui venait d'être recruté est arrivé à Dacca au début de 1981, ce qui renforcera les efforts faits par le FISE en collaboration avec le gouvernement pour préconiser, planifier et assurer la prestation de services communautaires aux femmes et enfants pauvres des zones urbaines.

Parmi les autres activités en cours figurent la coopération du FISE avec des agences bénévoles comme le Village Education Ressource Centre et le Projet CONCERN. L'organisation et la création d'activités rémunératrices et l'octroi d'une formation à cette fin ont eu lieu dans un certain nombre de centres communautaires pour femmes et enfants. C'est là un excellent exemple des mesures très utiles qui peuvent être prises en collaboration avec des organisations non gouvernementales.

D'autres activités urbaines comprenaient la livraison de fournitures et de matériel pour des activités rémunératrices dans 68 projets urbains de développement communautaire et la formation de 214 agents de Mahalla (collectivité urbaine) à plusieurs aspects de l'organisation des services de base, y compris la participation communautaire, pour leur permettre de devenir des cadres plus efficaces au sein de la collectivité.

Birmanie

Dans le cadre du programme national d'approvisionnement en eau et d'hygiène, 36 000 latrines et 5 600 fosses septiques ont été construites en milieu urbain.

Indonésie

Des ateliers destinés à l'élaboration de programmes se sont tenus dans les villes suivantes : Cirebon, Surabaya, Yogyakarta et Ujung Pandang. A la suite des consultations directes qui ont eu lieu avec les animateurs d'associations de quartier des quatre villes, des propositions d'aide financière (fonds programmés par la communauté pour des collectivités à faible revenu) ont été établies. Les villes de Cirebon et de Surabaya ont présenté officiellement les leurs tandis que celles de Yogyakarta et d'Ujung Pandang étaient sur le point de le faire. Une fois approuvées par un comité technique de l'Etat, ces propositions seront présentées au FISE pour permettre la remise des fonds nécessaires aux coordonnateurs des projets dans les municipalités. Il était prévu que les fonds seraient transférés aux villes avant la fin de l'année 1980.

En 1980 ont eu lieu, avec le concours du FISE, deux cours de formation de six semaines sur le développement social en milieu urbain à l'intention de fonctionnaires municipaux. Outre deux planificateurs venus de Malaisie, 30 planificateurs municipaux indonésiens ont suivi ces deux cours.

Du 24 novembre au 14 décembre a eu lieu un voyage d'études en milieu urbain auquel ont pris part des membres de la Direction de l'urbanisation (chargée du soutien technique), de la Direction de l'aménagement urbain (chargée du soutien opérationnel), des coordonnateurs de programme d'Ujung Pandang et de Surabaya, et les deux consultants dont les services étaient financés par le FISE. Le groupe a étudié des projets de développement social urbain à Sri Lanka, en Malaisie et aux Philippines en vue de définir les méthodes possibles d'assainissement des zones à faible revenu en Indonésie.

La plupart des programmes sectoriels qui bénéficient du concours du FISE (santé, eau, hygiène, nutrition et éducation) comportent maintenant des actions nationales qui sont spécifiquement axées sur les kampungs urbains à faible revenu. L'ampleur et le stade d'exécution de tous les programmes sectoriels qui avaient été destinés

spécifiquement à l'utilisation urbaine sont actuellement l'objet d'une étude par une Équipe du Ministère des affaires intérieures et ils seront examinés à la réunion conjointe sur l'exécution des programmes que tiennent chaque année le FISE et le Gouvernement indonésien. Le prolongement des réseaux de canalisations d'eau, par exemple - projet que finance un prêt de la Banque mondiale - a pu se faire grâce à l'aide du FISE dans certains kampungs des villes d'Ujung Pandang et de Surabaya. Des consultations sont actuellement en cours pour faire bénéficier les kampungs sélectionnés du programme des soins de santé primaires.

Malaisie

Centres communautaires pour enfants d'âge préscolaire - le projet Sang Kancil

Le projet Sang Kancil a débuté avec la création de centres communautaires polyvalents pour enfants d'âge préscolaire, centres destinés à éliminer la pauvreté, à élever le niveau de vie des groupes d'habitants à faible revenu et à améliorer les conditions d'éducation, de santé et de nutrition de leurs enfants.

Le projet est un projet pilote de développement communautaire qui intéresse les groupes à faible revenu. Il sera inclus dans le quatrième plan malaisien de développement (1981-1985) et d'autres centres seront établis pour desservir toutes les colonies de squatters de Kuala Lumpur où résident, selon les estimations, quelque 250 000 enfants d'âge préscolaire.

Les enfants de 3 à 5 ans sont acceptés dans ces centres où ils sont pris en main par des enseignants de la communauté qui ont reçu des cours de formation à l'éducation préscolaire d'une durée de neuf semaines. Parmi les sujets traités figurent le développement de l'enfant, le développement prélangage, la musique, l'épanouissement physique, les relations sociales, les aptitudes, l'épanouissement affectif et l'épanouissement intellectuel. L'équipe médicale dispense sur place des soins mineurs aux enfants et les vaccine.

Une autre activité du projet a été la création d'un atelier de couture dans l'un des centres Sang Kancil, dans le cadre des activités rémunératrices qui sont destinées aux mères ne travaillant pas, aux mères de famille et aux jeunes sans emploi de la communauté.

Les jeunes sans emploi sont encouragés à prendre part à des activités commerciales rémunérées. En collaboration avec le Département de la jeunesse, de la culture et des sports du Ministère du territoire fédéral, divers projets ont été conçus pour ce groupe de population, notamment des cours d'apprentissage dans les domaines de l'artisanat et des tôleries.

Projet de planification sociale en milieu urbain

Les participants au Séminaire sur la planification sociale en milieu urbain, qui s'est tenu en septembre 1979 à Port Dickson, ont défini les problèmes complexes dont doivent tenir compte les planificateurs dans l'élaboration du plan d'aménagement urbain de Kuala Lumpur. Ce séminaire a été suivi d'un atelier de deux jours dont l'objet était d'étudier les moyens de rendre opérationnel le programme "Gerakan Nadi" en faveur des enfants et des mères pauvres des zones urbaines. Ce programme représente un effort de coordination qui devrait permettre à différents organismes

gouvernementaux de faire en sorte que toutes les activités axées sur la lutte contre la pauvreté urbaine dans le territoire fédéral de Kuala Lumpur partagent les ressources et les compétences afin de répondre plus efficacement et avec un plus grand dynamisme aux besoins des familles pauvres en milieu urbain. C'est une approche intégrée qui est essentiellement centrée sur l'enfant pauvre, la mère, la famille, la collectivité et la société urbaine tout entière à Kuala Lumpur. Cette approche a été mise en relief dans les cinq éléments stratégiques qui ont été énumérés pour le programme :

- 1) Passage de la prestation de services par une seule institution à la prestation de services par plusieurs institutions, par l'intermédiaire des équipes Nadi.
- 2) Passage des opérations ayant lieu dans un cabinet médical ou un dispensaire aux opérations ayant lieu dans la zone bénéficiaire ou dans la collectivité, avec une participation active des comités d'action communautaire.
- 3) Passage de l'accent mis sur les bénéficiaires en général à l'accent spécifique mis sur les pauvres en milieu urbain, en tant que groupes de bénéficiaires vivant dans des zones géographiques précises.
- 4) Passage de méthodes indirectes à des activités qui font directement intervenir la famille urbaine pauvre comme unité fondamentale de l'épanouissement de la personne.
- 5) Passage de l'utilisation des ressources par une seule institution au partage des ressources entre institutions.

La prestation de services par de multiples institutions requiert une bonne coordination des activités de ces dernières, coordination qui est apparue comme l'un des principaux problèmes auxquels s'est heurté le programme Nadi. Le consultant du FISE en matière de planification sociale dans les zones urbaines joue un rôle actif dans la mise au point de cette coordination. Les activités susceptibles d'être reliées entre elles ont été identifiées et groupées. Les groupes les plus importants qui ont été formés jusqu'ici sont : a) l'enseignement préscolaire; b) la lutte contre les parasites; et c) l'alimentation et la nutrition.

Il a été constaté que la participation sans réserve des collectivités urbaines est indispensable pour garantir le succès du programme. C'est pourquoi des services de communications pour l'appui aux projets ont été planifiés avec le concours du responsable régional de ces services. Un atelier sur les communications pour l'appui aux projets s'est tenu en 1980, atelier auquel ont participé des membres du personnel intéressés de plusieurs institutions.

L'enseignement préscolaire est imparti par les centres ouverts par le projet Sang Kancil. En juin 1980 a eu lieu, pendant un week-end, le premier atelier de formation à l'intention des responsables du Comité d'enseignement préscolaire et d'autres dirigeants de la collectivité. Quatre-vingts personnes environ ont pris part à cet atelier, organisé sous l'égide du Ministère du territoire fédéral et du KEMAS (Division du développement communautaire du Ministère de l'agriculture).

Le projet de lutte contre les parasites est en cours depuis 1978 avec l'aide de l'Organisation japonaise de coopération internationale en matière de planification de la famille. Une évaluation du projet a montré que le traitement médical à lui seul ne réduit pas le taux d'infestation. La réduction des infestations vermineuses est spectaculaire immédiatement après le traitement mais les vers réapparaissent quelques mois plus tard. Il est évident que les enfants ne seront pas libérés de cette affection aussi longtemps que le traitement médical ne s'accompagnera pas d'une éducation sanitaire efficace et de mesures d'hygiène du milieu.

L'élément alimentation et nutrition du programme a pour but d'assurer l'éducation nutritionnelle et l'alimentation complémentaire dans les écoles et dans les collectivités pauvres en milieu urbain. Le Ministère des finances a approuvé la mise en place d'un système d'alimentation complémentaire pour les écoles des zones urbaines, système qui, jusqu'à l'année dernière, ne fonctionnait que dans les écoles rurales. Etant donné que l'alimentation complémentaire dans les écoles n'est pas suffisante pour résoudre le problème de la malnutrition dont souffrent les enfants pauvres des zones urbaines, des mesures sont actuellement prises pour améliorer le revenu des habitants pauvres en milieu urbain. La MARA, institution de l'Etat qui est chargée de renforcer les qualités d'initiative des Bumiputras (autochtones), a été invitée à contribuer au démarrage d'activités productrices de revenu additionnel pour les femmes et les jeunes vivant en milieu urbain.

Une des mesures prises a été la création d'un groupe de femmes qui font des uniformes scolaires. La MARA, qui a mis sur pied un cours de motivation pour les futurs candidats, a accepté d'organiser un cours de formation de six mois sur place et d'accorder des prêts pour l'achat de machines à coudre.

Pakistan

Karachi, Lahore et plusieurs autres grandes villes du Pakistan ont connu ces 30 dernières années une expansion très rapide. En 1951, par exemple, la population de Lahore était de 850 000 habitants. Dix années plus tard, elle était de 1,3 million; en 1972, de 2,1 millions, et elle est de nos jours estimée à 3,4 millions. La construction de logements et la prestation de services n'arrivent pas à suivre le rythme de cette urbanisation rapide et il y a de ce fait dans les villes de nombreux groupes de population qui manquent d'eau, de drainage, d'égouts, de routes et d'électricité. Rares sont également des services comme les écoles, les dispensaires, les centres de santé et les terrains de jeux. Le gouvernement accorde une grande importance à l'amélioration des conditions de vie des habitants qui résident dans les zones urbaines pauvres, comme en témoigne le cinquième plan. Ce dernier prévoit l'élaboration d'un programme destiné à résoudre les problèmes des taudis en allouant des parcelles de développement pour l'amélioration écologique des taudis existants et en menant une lutte vigoureuse contre l'implantation de nouveaux.

Le FISE s'intéresse actuellement à deux programmes pilotes dans les taudis de Karachi et de Lahore. A Karachi, il fournit des fonds aux Jaycees de la ville pour leur permettre de participer avec les résidents à la construction de fosses d'aisances. Ces fonds sont utilisés pour acheter des matériaux, la collectivité fournissant, pour sa part, la main-d'oeuvre chargée de creuser et d'achever les fosses. Le projet est pour le moment à l'étude, ce qui permettra de déterminer le bien-fondé des spécifications techniques, les aspects de la participation communautaire et le degré

d'emploi effectif de ces fosses. Le Département du service social de l'Université de Karachi participe à la campagne de motivation et de promotion du travail. Le deuxième projet pilote auquel s'intéresse le FISE intéresse les taudis de Lahore. Le but de ce projet est de fournir des services intégrés fondés sur la participation communautaire aux résidents de neuf zones à faible revenu. Un programme a été élaboré sur la base des travaux préparatoires exécutés pendant les années 1979-80. Ce programme prévoit la création de centres communautaires, la prestation de soins maternels et infantiles, l'établissement de garderies d'enfants, la création de centres professionnels pour les jeunes et la mise sur pied d'activités rémunératrices pour les femmes. Les détails du plan sont actuellement mis au point par le FISE et les autorités de Lahore.

Philippines

Comme l'avait demandé en 1979 l'Office national du logement, le FISE aide le gouvernement à mettre en place des services sociaux pour enfants dans les villes de Cebu, Davao et Cagayan de Oro, dans le cadre du programme s'assainissement des taudis et de réinstallation. Le programme auquel le FISE donne son appui vise à renforcer la collaboration des collectivités et de l'Etat dans les secteurs sociaux ainsi qu'à rendre la communauté sensible aux problèmes des enfants. Des activités comme la formation de mères et de volontaires pour la prestation de services dans les garderies d'enfants, la construction de fosses d'aisances et l'éducation sanitaire et nutritionnelle des parents font aujourd'hui partie intégrante des activités communautaires en cours d'exécution.

On prévoit que la contribution du FISE complétera les investissements réalisés par l'Etat (investissements financés en partie par un prêt de la BIRD) pour l'aménagement des trois sites qui servent d'aires de démonstration susceptibles de servir de modèles à l'échelon national dans le cadre du programme de trames d'accueil de l'Office national du logement.

République de Corée

En 1980, plus de 50 p. 100 de la population coréenne vivaient dans des villes et ce chiffre ne cesse de croître. Devant cet état de choses, le FISE a décidé de poursuivre sa campagne en faveur de l'assainissement des zones urbaines. Un groupe d'étudiants de l'Institut supérieur de l'environnement qui est rattaché à l'Université nationale ont, d'eux-mêmes, entrepris avec l'aide du FISE une étude préliminaire des problèmes sociaux auxquels se heurtent les familles vivant dans des colonies de squatters à Séoul. Le FISE continuera la campagne susmentionnée et, dans le cadre du processus de développement des programmes dans ce pays, restera prêt à faciliter les efforts de l'Etat à mesure que se présentent les possibilités de le faire.

Thaïlande

Les pouvoirs publics s'intéressent aux problèmes auxquels se heurte la population urbaine. En effet, outre la zone métropolitaine de Bangkok et sa ville jumelle de Thonburi qui abritent une population urbaine très nombreuse, il y a en Thaïlande 70 autres chefs-lieux de province où le nombre des habitants n'est certainement pas comparable à celui des deux villes mentionnées ci-dessus mais qui représentent

néanmoins un deuxième niveau d'importante concentration urbaine. L'aide que fournit actuellement le FISE ne comprend aucune contribution spécifique pour les enfants en milieu urbain, encore que quelques-unes des activités relevant de la promotion d'une campagne en faveur de l'allaitement au sein couvrent la population du taudis de Klong Toey à Bangkok. Les activités de soins de santé primaires qui vont être organisées ont pour but d'englober la population urbaine. Dans le cadre du processus de mise en place des programmes de pays pour l'année 1981, le FISE étudiera les possibilités de fournir une aide spécifique aux zones urbaines en vue de satisfaire les besoins des enfants qui y résident.

Viet Nam

Il ressort des statistiques officielles que 20 p. 100 des enfants vietnamiens vivent en milieu urbain. On ne dispose toutefois pas de renseignements détaillés sur la situation de ces enfants. On peut faire valoir qu'ils sont plus proches que les autres des services publics et qu'ils ont donc un accès plus facile aux systèmes d'enseignement moyen et supérieur, à des soins de santé plus poussés, à des installations culturelles, etc. S'il est vrai que cela est, dans une certaine mesure, le cas, il n'en reste pas moins que les renseignements ne sont pas suffisamment nombreux pour établir si les enfants en milieu urbain vivent dans de meilleures conditions que les enfants en milieu rural et s'ils bénéficient de meilleures conditions sanitaires, éducatives et nutritionnelles.

Après les guerres qui ont ravagé le pays et touché très gravement les régions rurales, le FISE a, dès le début de sa présence dans le pays, participé avec les autorités au rétablissement des services destinés aux enfants vivant dans les zones rurales, considérant cette opération comme prioritaire. Néanmoins, un des projets auxquels le FISE a pris part dans le cadre de ce processus de reconstruction, se trouve dans deux des trois agglomérations urbaines les plus grandes du Viet Nam, à savoir Hanoï et Haïphong. Ce projet comporte l'octroi d'une aide pour la remise en état du réseau d'alimentation en eau de ces deux villes.

Bien qu'ils ne soient pas essentiellement orientés vers les zones urbaines et ne relèvent pas spécifiquement d'un programme pour enfants vivant en milieu urbain, quelques-uns des apports du FISE ont été dirigés vers des villes comme Hanoï, Hô Chi Minh City et les chefs-lieux de province. Plusieurs garderies d'enfants ont été construites et équipées dans des villes et chefs-lieux.

Asie centrale du Sud

Inde

Poursuivant l'effort de coopération urbaine qu'il a entrepris en Inde, le FISE fournira une aide pour l'exécution de plusieurs activités de projet qui intéressent directement les enfants pauvres en milieu urbain et contribuent à la mobilisation d'une aide complémentaire de la communauté internationale.

La méthode utilisée fait ressortir que les services doivent être simples, bon marché, fournis avec la participation des collectivités et répondre aux caractéristiques particulières de l'environnement urbain spécifique et des besoins de la collectivité urbaine. Le FISE donnera son appui à plusieurs activités de type différent.

/...

Services de base dans le cadre du développement communautaire urbain

Depuis la fin de l'année 1978, le FISE aide la Société municipale d'Hyderabad à élargir la portée du projet de développement communautaire urbain en vue de couvrir tous les taudis de la ville. A la demande de l'administration locale, le FISE maintiendra son aide jusqu'à la fin de l'année 1984. La méthode utilisée fait une large place aux services intégrés, à la coopération entre les institutions municipales et les institutions de l'Etat ainsi qu'à la participation de la population à l'ensemble du processus d'adaptation souple des services et des activités aux besoins et conditions de la collectivité locale. Cette méthode sera reprise dans d'autres grandes villes. Des accords ont récemment été conclus qui assurent l'octroi par le FISE d'une aide aux projets de développement communautaire urbain à Ahmedabad et Baroda. Il est prévu que les plans d'action de tels projets à Calcutta, Madras, Kanpur et Visakhapatnam seront prêts en 1981.

L'exécution de deux projets inédits, en collaboration avec les autorités métropolitaines chargées du développement, est envisagée à Madras et Calcutta. Placé sous l'égide de l'Office métropolitain du développement de Madras, le projet de Madras propose, pour la première fois, d'aider, dans le cadre d'un projet de trames d'accueil, les nouveaux habitants à s'organiser en tant que communauté pour résoudre leurs problèmes. Lancé par un consortium d'agences bénévoles, le projet de Calcutta utilisera à titre expérimental une méthode d'amélioration des conditions de vie dans les taudis au moyen d'une série de programmes économiques allant de l'aide aux petites industries à la formation professionnelle en passant par l'octroi de prêts. Ces programmes accorderont une attention spéciale à la formation professionnelle et aux possibilités d'emploi pour femmes. Le but de ces activités économiques est de financer la prestation de services sociaux. L'Office métropolitain du développement de Calcutta sera chargé de superviser et de contrôler ce projet.

Ces deux projets novateurs bénéficieront de l'aide du FISE pendant une période de trois ans. Il est envisagé d'entreprendre finalement un projet au moins de développement communautaire dans chaque Etat et territoire du pays sous réserve que les administrations locales s'y intéressent et acceptent les modalités régissant l'aide. Il est également proposé, outre les projets déjà entrepris ou planifiés, d'exécuter 12 autres projets au moins entre 1981 et 1983. Il se pourrait enfin que les projets de développement communautaire urbain deviennent partie intégrante des circonscriptions choisies pour l'aménagement des petites villes.

Services de base pour petites et moyennes localités

Avec la participation du FISE, le Ministère des travaux publics et du logement a entrepris un programme expérimental d'aménagement général de petites et moyennes localités dans neuf circonscriptions de huit Etats. Des études sur les besoins des femmes et des enfants pauvres ainsi que sur les services dont ils ont besoin seront effectuées dans ces districts en fonction de l'infrastructure économique, physique et sociale existante des établissements urbains. Ces études seront entreprises par les autorités des districts et des municipalités, avec le concours de la population et des institutions locales et avec l'appui technique d'organismes d'Etat. Elles sont en cours dans les districts de Thanjavur, de Sambalpur, de Ratnagiri et de Barabanki. Après avoir analysé les besoins et les lacunes en ce qui concerne les services économiques, physiques et sociaux de base dans les districts choisis et après avoir élaboré une stratégie organisationnelle pour faire face à la situation, les autorités délimiteront les activités et les apports nécessaires pour mener à bien les projets, avec la collaboration du FISE et les fonds des organismes d'Etat. /...

Les principaux objectifs de ce programme sont les suivants : a) augmenter la capacité qu'a la population locale de planifier et d'exécuter ses propres activités de développement; b) développer la capacité qu'ont ces localités de fournir des services de base aux résidents pauvres des zones urbaines; et c) retarder l'exode rural en aidant ces localités à devenir des centres de croissance pour l'arrière-pays.

Le FISE a examiné le programme avec les départements d'aménagement du territoire des Etats et des collectivités locales, les fonctionnaires de district, les agents municipaux et les représentants de quelques institutions de recherche et organisations bénévoles dans les Etats. On organisera des réunions de travail interétats au cours desquelles les participants confronteront leurs expériences et élaboreront des directives pour le projet.

Le Ministère des travaux publics et du logement est chargé de la coordination générale du programme, mais c'est l'Institut national des affaires urbaines qui a été choisi pour en faciliter l'exécution. Il travaillera en étroite collaboration avec les institutions des Etats et des districts : a) à la préparation, sur la base d'enquêtes, des plans d'action pour les petites et moyennes localités, mettant en lumière la situation des femmes et des enfants; b) à l'exécution de ces plans; et c) au contrôle et à l'évaluation permanents du programme. Le gouvernement des Etats coordonnera les projets dans quelques districts et comparera leur évolution à l'évolution générale dans l'Etat. On utilisera le concours de cellules établies au niveau de l'Etat avec la coopération du FISE.

Formulation d'une politique générale et élaboration de projets en matière d'aménagement urbain et régional

Parmi les activités relatives à la formulation d'une politique générale et à l'élaboration de projets figureront l'octroi d'une aide pour la création, tant à l'échelle nationale que locale, de cellules à cette fin. Dans le domaine de la politique nationale, le Ministère des travaux publics et du logement s'intéresse directement à l'urbanisation, à l'aménagement des villes et à l'administration des municipalités, ainsi qu'à l'adduction d'eau et à l'hygiène. Dans le cadre de la politique nationale d'urbanisation dont témoigne le document conceptuel de l'Etat pour la période 1980-1985, le moment est venu de transposer cette politique en un programme d'action efficace.

A cet égard, les autorités auront besoin d'un appui technique fourni par des experts compétents. On estime que l'élaboration de la politique nationale d'urbanisation peut se faire en créant une cellule qui serait placée sous le contrôle du Ministère des travaux publics et du logement avec le concours du FISE. Cette cellule fera initialement partie de l'Institut national des affaires urbaines et bénéficiera du concours de spécialistes de la planification sociale et de la sociologie, de l'aménagement urbain, du génie de l'environnement, de l'économie urbaine, des transports urbains, des finances et de l'administration locales, de l'analyse opérationnelle et de la planification des projets, du contrôle et de l'évaluation. Le recours aux services de consultants sera envisagé pour la réalisation d'analyses détaillées de plusieurs aspects de la formulation de la politique générale.

L'Institut entreprendra par ailleurs des études analytiques qui donneront une orientation au programme d'urbanisation et faciliteront une amélioration progressive des conditions très difficiles dans lesquelles vivent les pauvres en milieu urbain. A titre d'exemple de ces études, mentionnons celle sur les besoins des femmes et des enfants parmi les travailleurs migrants dans les zones urbaines.

Le FISE épaulera également les institutions de formation existantes en organisant des visites de programmes et projets de formation à l'intention du personnel qui s'occupe de l'urbanisation, des services sociaux et des organismes bénévoles. Il existe quatre centres régionaux et un centre national qui offrent spécifiquement des cours de formation au personnel des municipalités et à celui des organismes bénévoles.

Programmes novateurs dans les domaines de l'alimentation en eau, de l'hygiène et de la prestation d'autres services urbains

Le FISE étudiera la possibilité de mettre sur pied de tels programmes pour les pauvres en milieu urbain et, le cas échéant, leur fournira un appui. Il mettra en particulier l'accent sur : a) des solutions bon marché; b) des systèmes décentralisés; c) l'emploi de techniques appropriées; d) l'éducation communautaire; et e) la participation de la population d'un bout à l'autre de ces programmes.

Le système d'extension du réseau d'assainissement bon marché à quelques localités a déjà été abordé avec le concours du PNUD et de la BIRD. Ce programme est actuellement intégré aux programmes d'urbanisation qui bénéficient de l'aide du FISE où qu'ils soient entrepris.

Sri Lanka

Le projet urbain de l'Etat auquel le FISE apporte son concours est centré sur un programme de développement social intégré qui vise 15 p. 100 de la population à faible revenu des taudis de Colombo (300 000 personnes environ) et leur fournit des services d'alimentation en eau, d'hygiène, de santé et d'éducation préscolaire.

L'année 1980 a été une année pendant laquelle les activités de projet se sont multipliées et les efforts de collaboration et de coordination entre le Conseil des aménagements collectifs, le Conseil municipal de Colombo, l'Office d'urbanisation et l'Office de la femme se sont resserrés. Le projet s'est trouvé renforcé par l'utilisation de mécanismes efficaces de gestion et de contrôle. Le Conseil des aménagements collectifs a créé un service spécial des projets qu'il a chargé d'exécuter les travaux d'assainissement des taudis qui bénéficient de l'aide du FISE. La municipalité a un service de coordination pour les projets du FISE qui est placé sous la supervision immédiate du maire de Colombo. Des contacts ont également été pris avec le Fonds norvégien pour l'enfance, le US Save the Children Fund, l'OIT, le PAM et World Vision International.

Un groupe d'ONG ayant leur siège à Colombo, notamment la Sri Lankadara Society, le US Save the Children Fund, la Redd Barna, la YMCA, la Fédération des femmes universitaires, et la Shanti Canal Community, se réunit tous les deux mois pour examiner les problèmes d'urbanisation et compléter les activités de développement communautaire.

Pendant l'année, le projet a constamment fait l'objet d'un contrôle rigoureux et son exécution adaptée aux résultats. Quatre-vingt-sept "gardiens de la santé" ont été déployés après 40 jours de formation préservice dispensée par le Département municipal de la santé publique dans les domaines de la santé et de l'organisation communautaire. Ces gardiens jouent le rôle de catalyseurs de l'action communautaire et servent d'agents sanitaires.

La méthode suivie pour mener à bien ce projet consiste en partie à créer un réseau de conseils de développement communautaire par l'intermédiaire desquels plus de 400 animateurs résidents participent à l'heure actuelle à la planification et à l'exécution d'améliorations de l'environnement et d'activités sanitaires.

L'éducation des enfants et des jeunes a, elle aussi, fait l'objet d'une attention soutenue pendant l'année. Tirant parti des locaux sous-utilisés du Centre communautaire, le Conseil municipal de la ville de Colombo a créé des jardins d'enfants pour les enfants de familles à faible revenu. La Sarvodaya Shramadana Sangamaya (ONG) a aidé à la formation des enseignants.

Grâce à l'assistance des projets, les programmes municipaux d'éducation sanitaire se sont eux aussi accélérés. Des films sur l'éducation sanitaire sont régulièrement montrés et des programmes d'échanges de vues sur leur contenu périodiquement organisés. Les gardiens de la santé ont accru le nombre de leurs visites à domicile et celui de réunions familiales officielles. Le Service audio-visuel de la municipalité de Colombo a été renforcé grâce aux fournitures livrées par le FISE, ce qui lui a permis d'assurer une couverture plus efficace et plus large de la population.

Le FISE a également pris à sa charge 43 p. 100 du coût de la transformation des latrines à seaux en fosses d'aisances. Un consultant de l'OMS a contribué à la modernisation des plans de latrine. De plus, un voyage d'études sur les problèmes hygiéniques en Inde à l'intention du personnel affecté au projet a reçu l'aide du FISE et a constitué un important mécanisme de motivation et d'encouragement. Lancé en janvier 1980, le programme de transformation des latrines prend actuellement de l'élan, ce qui devrait lui permettre d'atteindre son objectif quinquennal de 3 000 transformations en l'espace de trois ans.

Plusieurs efforts ont été faits par le truchement de l'Office de la femme de Sri Lanka et du gouvernement municipal pour offrir aux femmes habitant des taudis des possibilités de rémunération. Le FISE a aidé l'Office de la femme en lui fournissant des services de consultants d'une durée de quatre mois et des fonds pour l'exécution d'une étude dont l'objet était de définir les possibilités de projet. Par la suite, des programmes pilotes ont été organisés et assurent une formation dans des domaines comme la fabrication de pelotes de ficelle, la reliure de livres, la boulangerie et la construction de meubles.

Encouragé par les premiers succès remportés à Colombo, l'Office des aménagements collectifs a déjà nommé des agents sur place à Kandy, Galle et Jaffna, qui sont chargés de faire une enquête sur les besoins de la population des collectivités à faible revenu. C'est pourquoi le gouvernement a demandé au FISE d'étendre le projet à cinq autres municipalités : Kandy, Galle, Jaffna, Trincomalee et Nuwara Eliya.

Méditerranée orientale et Afrique du Nord

Egypte

C'est par l'intermédiaire des Ministères de la planification et des administrations locales que se poursuivent les travaux dans les trois régions qui ont été choisies pour bénéficier de la concentration de la coopération du FISE en vue de la

mise au point progressive d'une méthode multisectorielle de prestation coordonnée des services aux enfants. Dans ces régions, le district (markaz) a été choisi comme unité opérationnelle de développement; le gouvernement a sélectionné 17 districts, y compris 13 zones périurbaines et 4 quartiers urbains auxquels le FISE s'intéressera en particulier. Cette approche locale et décentralisée du développement vise à rendre plus précise l'identification des besoins et des ressources communautaires et à promouvoir en même temps un appui et une participation accrus des collectivités, élément vital de la nouvelle stratégie de développement.

La majeure partie de l'année 1980 a été consacrée à la consolidation des activités de planification et de programmation lancées précédemment dans les 17 districts. Une réunion de travail de trois jours s'est tenue notamment en janvier 1980 au Caire avec la participation des autorités des gouvernorats et des districts ainsi que du personnel au Caire du FISE pour examiner, quant au fond, les plans d'action des districts. Cette réunion a été suivie en mai 1980 d'un atelier d'une semaine à Alexandrie auquel ont participé plus de 200 personnes en vue de donner aux agents des gouvernorats et de districts ainsi qu'aux membres des conseils locaux élus une orientation en matière de planification et de programmation à l'échelle sous-nationale, d'initier les planificateurs des gouvernorats et des districts aux techniques simples de planification, et d'examiner le rôle joué par les femmes dans le processus de développement, tant comme membre d'une famille que comme participant à l'ensemble du processus de développement.

L'objet de ces deux réunions était de permettre aux autorités des gouvernorats et des districts de mettre au point les plans d'action préliminaires des districts pour exécution en commun.

En attendant l'élaboration des propositions finales de projets pour les districts, le FISE a pris, après avoir identifié sur place les besoins les plus urgents à satisfaire dans les 17 districts choisis, les mesures requises pour assurer l'achat des fournitures et du matériel destinés à 17 postes de santé et 30 garderies d'enfants, le financement des cours de formation et d'orientation destinés à 1 026 employés de niveau intermédiaire du secteur des services (infirmiers, éducateurs, assistants sociaux, superviseurs, etc), la mise en place de moyens de travail essentiels à l'intention des agents de développement des districts, et la création de comités de direction au niveau des gouvernorats et des districts en vue de renforcer la supervision et les activités de suivi.

Jordanie, Liban et République arabe syrienne

Le rythme et l'ampleur de l'exode rural n'ont montré aucun signe de fléchissement pendant l'année; pourtant, la prise de conscience de ce phénomène et de ses conséquences sur la planification nationale ne paraît pas être appréciée à sa juste valeur. Les tentatives faites durant l'année pour obtenir un plus grand nombre de données sur l'urbanisation et ses effets pour les enfants dans certaines situations nationales bien précises n'ont en effet donné que des résultats minimes. Toutefois, l'élargissement des contacts pris par l'Etat pour inclure les institutions qui participent à des projets d'amélioration des conditions de vie de la population pauvre en milieu urbain ont commencé à donner des résultats. En Jordanie, les pouvoirs publics ont conclu un accord de coopération avec le Centre Nazzal, centre polyvalent créé sur l'initiative de la communauté dans une zone urbaine pauvre. Au Liban, ils en ont conclu un avec le Département des affaires municipales et rurales du Ministère de l'intérieur pour l'exécution d'un projet de salubrité de l'environnement à Hay-el-Sellum.

Les structures existantes de participation communautaire aux deux projets devraient contribuer à la collecte de données sur les zones à faible revenu. Les résultats de ce processus seront certainement des plus utiles pour préconiser l'adoption de méthodes à participation communautaire pour les projets urbains en faveur des femmes et des enfants qui seront exécutés dans d'autres régions. Les données rassemblées sur la population pauvre en milieu urbain et à l'échelle nationale seront incorporées dans l'analyse de la situation qui sera faite pour la Jordanie, le Liban et la République arabe syrienne dans le cadre du processus de programmation conduisant aux recommandations qui seront soumises au Conseil en 1982. Il est prévu que ces données faciliteront l'élaboration de projets destinés spécifiquement aux femmes et aux enfants des zones urbaines pauvres, projets qui seront inclus dans les nouveaux programmes de pays.

Etats arabes du Golfe

Le FISE étudie actuellement toutes ses activités d'appui aux Etats arabes du Golfe en vue de leur élargissement. Les estimations démographiques des Nations Unies pour 1980 placent six des sept pays du Golfe dans la catégorie des pays à concentration urbaine de plus de 65 p. 100 et trois dans celle à concentration de plus de 75. Il est prévu que la coopération du FISE dans ces pays au cours des deux prochaines années comprendra l'examen systématique de la situation des femmes et des enfants dans les environnements urbains concernés. On a reconnu qu'une assistance technique spécialisée sera nécessaire pour mener à bien la tâche consistant à mieux comprendre la situation de l'enfant en milieu urbain, à étudier les possibilités de coopération et à élargir de manière appréciable les activités. Il est prévu qu'un poste sera créé en 1981 dans cette région pour effectuer ces différents travaux.

Les Amériques

Amérique centrale

L'élaboration de projets au titre du programme sous-régional intitulé "Aide aux mères et aux enfants des zones urbaines à faible revenu d'Amérique centrale et du Panama" a commencé en septembre 1979 et abouti à l'approbation en 1980 par le Conseil d'administration d'un montant "noté" de 2,8 millions de dollars. Le Gouvernement des Pays-Bas a fourni des ressources d'un montant de 1,85 million destinées aux éléments de projet intéressant le Costa Rica, le Guatemala et le Nicaragua. Depuis lors, d'autres ressources "notées" ont été fournies par le Gouvernement canadien et le Comité espagnol pour le FISE, de sorte que l'exécution de l'élément CTPD de ces activités de projet et programme à Belize peut commencer en 1981.

Les six derniers mois de l'année 1980, l'administrateur chargé des projets a essentiellement travaillé avec les Gouvernements du Costa Rica, du Nicaragua et du Guatemala ainsi qu'avec plusieurs ONG à l'élaboration de programmes complets d'aide couvrant les deux années à venir.

Costa Rica

Au Costa Rica, un premier projet d'activités rémunératrices pour femmes dans la ville portuaire de Limon reçoit l'appui du FISE tandis que sont mis au point les plans élaborés par l'Etat pour inclure des projets de ce genre dans le système national des soins à la famille. De même, dans le cadre du Programme régional en faveur des femmes, des activités rémunératrices bénéficient d'une aide dans une zone à faible revenu de Mata de Platano. La collectivité de 4 000 habitants a créé un groupe de femmes issues de familles à faible revenu dont le but est de créer des emplois locaux dans l'industrie du vêtement, d'établir des réseaux de puériculture et d'améliorer le niveau nutritionnel des familles au moyen de jardins communautaires et de l'élevage de volaille.

Guatemala

Au Guatemala, les travaux entrepris après le tremblement de terre par les animateurs communautaires dans les établissements urbains de la zone métropolitaine de la capitale bénéficient de l'aide du FISE tandis que les modalités de fonctionnement d'un fonds créé avant le séisme pour l'exécution de microprojets communautaires dans ces établissements sont mises au point avec les pouvoirs publics et un consortium d'ONG.

En outre, d'autres activités bénéficient de l'aide d'autres sections du programme du Guatemala. Un nouvel établissement humain a été créé avec quelque 1 700 familles réinstallées à la fin de 1979. Le FISE a fourni une aide pour la formation de 30 animateurs de zone et de 450 mères dans le domaine des soins communautaires aux enfants. Un centre de formation artisanale pour femmes sera ouvert au début de 1981. En raison d'une alimentation en eau inadéquate dans l'établissement, le FISE contribue également à trouver une solution technique au problème.

Nicaragua

Au Nicaragua, un quartier pauvre de Managua dont la population s'élève à près de 5 000 habitants est le centre de convergence des activités d'un programme pilote pour lequel on espère obtenir le financement de la BIRD en ce qui concerne l'alimentation en eau, les routes et les réseaux d'assainissement. Pour sa part, le FISE financera les activités d'éducation sanitaire dans la collectivité, le système d'évacuation des ordures ménagères, la construction d'établissements préscolaires et autres activités. L'évaluation de cette première expérience formera l'assise de la planification de six ou sept autres projets dans plusieurs agglomérations urbaines.

Bolivie

L'expansion de zones à faible revenu autour de La Paz s'est soldée par la décision du gouvernement de faire un effort spécial pour organiser les groupes pauvres de la population et leur fournir des installations et des services de base. Le FISE a accepté de participer à cet effort, bien qu'on reconnaisse qu'à l'heure actuelle l'absence de données précises et le manque d'expérience ne permettent pas de procéder à l'élaboration d'un projet détaillé de longue durée.

/...

Il a été décidé que le programme visera initialement l'établissement d'El Alto à La Paz, où 50 000 personnes environ bénéficieraient, directement ou indirectement, de l'aide du FISE (45 p. 100 sont des enfants de moins de 15 ans).

Le Département de la planification sociale du Ministère de la planification fera une étude préliminaire de la zone susmentionnée, étude grâce à laquelle il sera possible de rassembler et d'analyser systématiquement des statistiques sociales, des informations et des données sur les aspects économiques et les structures culturelles, les infrastructures et les services existants. Une des principales caractéristiques de cette étude est qu'elle aura lieu avec la participation de la collectivité. Au moyen de questionnaires, spécialement conçus à cet effet, les habitants des taudis évalueront leur situation et leurs besoins. Ils seront invités à faire des suggestions sur les solutions pouvant être apportées éventuellement aux problèmes qui se posent. Il est prévu que ce processus initial sera achevé d'ici au milieu de 1981, époque à laquelle une base pour l'élaboration du projet sera fixée.

L'objectif spécifique du projet est de créer dans les zones urbaines à faible revenu des systèmes bon marché de prestation de services aux membres les plus nécessiteux de la collectivité. Ces services seront dans la mesure du possible administrés par un personnel choisi au sein des collectivités elles-mêmes et formé à cet effet.

Le projet sera placé sous la responsabilité de la municipalité de La Paz qui recevra l'appui d'organisations de l'Etat. Des organismes bénévoles déjà très actifs seront invités à y participer.

Brésil

En 1978, la décision prise par le gouvernement d'adopter des mesures visant à satisfaire les besoins essentiels de la population urbaine pauvre a amené le FISE à engager une aide financière pour la réalisation de deux études, dont l'une a été confiée à la fondation Getulio Vargas et l'autre à des consultants du secrétariat de l'assistance sociale à Rio de Janeiro. Le but principal de ces études était d'identifier les problèmes rencontrés par les enfants pauvres en milieu urbain en fonction de l'écart existant entre leurs besoins et les moyens existants pour les satisfaire. Ces études ont révélé que les faits étaient suffisamment nombreux pour qualifier la situation d'alarmante, en particulier celle des enfants, à cause des conditions malsaines régnant dans les favelas, de la malnutrition généralisée, du manque de place dans les écoles et de l'absence de services sanitaires.

En 1979 a été créé le Secrétariat du développement social de la municipalité de Rio de Janeiro pour coordonner les programmes de développement social de la municipalité. Dès sa création, le Secrétariat a concentré ses efforts sur les activités suivantes : résoudre les problèmes législatifs qui se posent pour légaliser l'occupation des terres par les favelados, placer les services sociaux parallèles sous le contrôle de la municipalité et proposer des modifications aux lois et règlements des autorités fédérales et locales en vue de faciliter l'exécution de travaux publics dans les favelas.

Les problèmes de l'insuffisance de personnel et des contraintes financières ont été parmi les premiers à être surmontés. Pour aider à les résoudre, les autorités avaient demandé fin 1979 au FISE l'octroi d'une assistance technique. En février 1980, une équipe de quatre spécialistes financée par le FISE a été affectée au Secrétariat du développement social sous la supervision du Secrétaire chargé du développement social.

Les premiers efforts d'élaboration des plans ont, dans une large mesure, été axés sur des activités menées dans la plus grande favela de Rio de Janeiro afin de permettre l'établissement d'un certain nombre de contacts physiques avec la collectivité, de définir les différents besoins répondant aux véritables aspirations des résidents et de fixer des priorités. Après de longues consultations avec les groupes communautaires, six éléments d'action distincts ont été identifiés : l'assainissement de base, les crèches, les soins de santé primaires, y compris les vaccinations, l'aspect législatif de l'utilisation des terres, la mise en place d'une infrastructure dans le Secrétariat du développement social et la collectivité et, enfin, les services de santé locaux.

L'approche suivie pour exécuter ces activités comportait trois étapes. La première consistait en une évaluation générale de la situation et s'est terminée par une série de propositions pour la solution des problèmes identifiés. La deuxième consiste en l'élaboration de plans et méthodes sur la manière de mettre en oeuvre ces programmes avec la participation de la collectivité intéressée. L'accent est mis sur les activités pratiques plutôt que sur les aspects administratifs. Enfin, la troisième et dernière étape sera l'exécution effective des aspects physiques du programme. La première étape de la coopération du FISE dans la collectivité urbaine de Rio s'est achevée fin mai 1980.

C'est à la fin du mois de septembre seulement, après la signature d'un nouvel accord avec la nouvelle municipalité, que l'équipe a entrepris la deuxième étape du projet qui comprenait l'élaboration de plans pour trois des six projets (assainissement de base, soins de santé primaires et infrastructure dans la collectivité). Le suivi de ces trois projets et l'élaboration des plans des trois autres sont prévus pour 1981.

En octobre 1981 se terminera l'évaluation des activités de la deuxième étape à Rio de Janeiro, évaluation qui sera effectuée par la municipalité et par le FISE pour déterminer la faisabilité et l'opportunité de la troisième étape ainsi que pour identifier les sources possibles de financement.

La Banque mondiale a manifesté un intérêt pour cette approche des problèmes qui se posent aux habitants des favelas. Des réunions et des consultations ont déjà eu lieu entre des fonctionnaires de la Banque mondiale et du FISE tant au Brésil qu'à Washington. Il en est résulté que la Banque mondiale fournira en 1981 une assistance technique pour l'exécution des activités d'alimentation en eau et d'assainissement.

Au Brésil, d'autres villes se sont déclarées intéressées par ce programme et le FISE a répondu à une demande de Recife en envoyant jusqu'à la fin de 1981 deux consultants qui travailleront, avec le Secrétariat du plan et de l'urbanisation de la municipalité et en contact étroit avec l'équipe de Rio, à l'élaboration d'un projet sur les actions communautaires à réaliser dans les favelas de Recife.

Colombie

La population urbaine du pays continue de croître et comprend de nos jours plus de 70 p. 100 de la population totale. Etant donné la situation, le FISE a tendance à s'intéresser de plus en plus aux problèmes des enfants dans les zones urbaines de Colombie. Les dotations accordées aux activités de projets urbains représentent 45 p. 100 de tous les engagements actuels que le FISE a approuvés pour la Colombie.

Dans trois villes différentes, les apports actuels et passés de Zonta International et du FISE ont permis de construire et d'équiper quatre centres de santé urbains, ce qui a créé un excellent trampoline pour les activités de soins de santé primaires, complément nécessaire des installations et activités existantes. Des modules pour la formation du personnel de service, la participation communautaire, l'assainissement de base et pour la collecte de données sanitaires au niveau des collectivités sont mis au point dans les environnements mêmes où ils sont appliqués. Des activités de soins de santé primaires ont également été entreprises dans les taudis urbains de Carthagène où les apports du FISE et de Zonta International sont groupés.

D'autres activités de soins de santé primaires en milieu urbain seront entreprises dans les villes colombiennes de Bogotá et de Manizales. L'évolution de la situation à Carthagène fournira la base de l'amélioration de ces activités.

A Carthagène, le projet s'est élargi pour devenir un effort interinstitutionnel. Cinq projets faisant une large part aux soins à donner aux enfants, à l'hygiène, aux soins de santé primaires, à la participation des femmes au développement et à la coordination interinstitutionnelle ont été adoptés. Le problème à résoudre maintenant est celui du fossé à combler entre la théorie et la pratique dans la réalisation des objectifs fixés en matière de services de base. Le Service national de formation exécutera en outre un projet de développement en faveur des femmes qui comprend des activités de formation et des activités productrices de revenu.

Equateur

En Equateur, le FISE a fourni des services de consultants pour mener à bien des projets de démonstration dans la ville de Guayaquil, projets destinés à permettre l'élaboration d'une méthode intégrée d'amélioration des conditions de vie des familles à faible revenu. Ces projets couvrent environ 120 000 habitants dans deux localités. La solution des problèmes au niveau local est encouragée au moyen d'équipes qui se composent de membres d'organismes gouvernementaux et des collectivités locales.

Treize garderies ont été créées pour les enfants d'âge préscolaire dans des maisons où habitent des familles des zones pauvres. Vingt-six mères (madres cuidadoras) chargées de la prestation de ces services ont reçu une formation dans les domaines de l'aménagement du foyer et des soins à donner aux enfants. En outre, 30 volontaires reçoivent une formation pour acquérir des aptitudes concernant les activités récréatives pour enfants d'âge préscolaire.

Le FISE a donné son appui à des activités relatives au développement, à la santé et à la nutrition de l'enfant dans un centre communal de Guayaquil. Cinq cents enfants d'âge préscolaire participent à ces activités.

A Quito, une équipe de trois animateurs reçoit une aide technique et financière du FISE. Trois garderies d'enfants ont été ouvertes et des activités récréatives sont en cours d'élaboration grâce aux efforts faits par cette équipe.

Dans le domaine de la sante, le FISE continue de contribuer à un programme d'immunisation dont l'objectif vise 70 p. 100 des enfants qui vivent dans les taudis de Guayaquil. Vingt agents bénévoles de la santé ont été initiés à la prestation des soins de santé primaires dans les zones à faible revenu de cette ville. Des manuels spéciaux ont été établis.

A Guayaquil, le FISE a entrepris avec la Banque mondiale un effort conjoint très prometteur consistant en un sous-projet de 500 000 dollars qui sera exécuté par l'intermédiaire des Ministères des affaires sociales et de la santé en étroite collaboration avec les actions et les apports techniques qui bénéficient de l'assistance du FISE.

Haïti

En Haïti, des consultations sont en cours avec le gouvernement et avec d'autres organisations internationales pour identifier les domaines possibles de collaboration et il est prévu que le programme intéressant Haïti qui sera présenté en 1982 au Conseil comportera un sous-élément urbain.

Jamaïque

Les îles des Caraïbes sont de nos jours à 51 p. 100 urbanisées. D'ici à la fin de la décennie, ce chiffre sera vraisemblablement passé à 57. L'année dernière, le bureau du FISE à Kingston s'est efforcé de faire le point sur la dynamique urbaine de cette région.

A la Jamaïque, des mesures ont été prises pour évaluer la situation des femmes, des enfants et des jeunes dans les zones urbaines à faible revenu de Kingston. Des consultations auront lieu au début de 1981 avec les pouvoirs publics et avec différentes institutions au sujet de l'exécution de cette activité. On espère qu'elle fournira la base nécessaire pour élaborer de façon détaillée le sous-élément urbain du programme intéressant la Jamaïque qui sera présenté en 1982 au Conseil d'administration et que cet effort initial offrira une approche qui pourra être adaptée pour entreprendre des activités similaires de collecte de données dans d'autres pays des Caraïbes.

Mexique

Dans le cadre des activités réalisées au Mexique dans le cadre de l'Année internationale de l'enfant ont eu lieu une enquête et une analyse des conditions de vie des familles et de leurs enfants qui vivent dans la "ceinture" à faible revenu de la zone métropolitaine de Mexico. Fondé initialement sur les résultats de cette enquête et plus tard sur les activités de développement des programmes, un programme a été lancé dans le district d'Iztacalco (3 millions d'habitants), à Mexico.

Les activités réalisées à ce jour se poursuivront notamment celles qui ont trait à l'éducation familiale, à l'appui au Centre de lutte contre la rage, à la campagne menée en faveur d'une bonne utilisation de l'eau potable, à la planification de la famille, à la promotion de la participation communautaire et à la création de garderies d'enfants. Des centres de services de base seront installés dans deux bidonvilles et leurs activités comprendront des programmes de santé préventive, des causeries sur la nutrition et l'alimentation, des cours sur la puériculture et les soins à donner aux enfants ainsi que sur l'organisation communautaire, activités qui seront menées à bien en collaboration avec un centre du Département de l'intégration familiale situé à proximité. Enfin, un atelier d'ébénisterie sera monté.

Une enquête analogue à celle de Mexico a été faite à Coatzacoalcos et Minatitlán (Etat de Veracruz). Utilisant ses résultats comme données de base, un programme plus détaillé a été mis au point. Entre 1981 et 1983, le programme d'attention aux banlieues à faible revenu des deux villes portera sur les soins de santé primaires, les soins maternels et infantiles, l'amélioration de l'environnement, l'organisation des collectivités et la promotion de la participation des femmes. Le nombre des animateurs et des centres de santé sera augmenté. Le système de mise à jour des fichiers sera perfectionné pour obtenir des données appropriées sur les résultats du programme en ce qui concerne la diminution du taux de mortalité infantile. Le Département de l'intégration familiale et des municipalités sera chargé de mener à bien ce programme, aidé par les hôpitaux des deux villes, l'Université de Veracruz et l'Institut national d'anthropologie et d'histoire. Il est prévu que 60 centres de santé ouvriront leurs portes. Le programme remédiera aux graves carences sanitaires dont souffrent les habitants à faible revenu et servira de modèle à l'élaboration de plans de santé bon marché qui n'ont pas encore été formulés pour d'autres zones urbaines pauvres du pays.

Le district de Cuajimalpa (Mexico) a 14 jardins d'enfants, 17 écoles primaires et deux écoles techniques qui ensemble ne sont pas suffisants pour satisfaire les besoins d'une population scolaire de 75 000 enfants. Il travaille avec des conseils de quartiers qui contribuent à résoudre les problèmes communautaires. La zone en question se caractérise par le manque de possibilités pour les femmes célibataires qui ont à leur charge une famille nombreuse. Le FISE a entamé des consultations sur la possibilité de créer trois coopératives : l'une qui confectionnerait des uniformes scolaires, l'autre qui fabriquerait du savon liquide biodégradable, et la troisième qui fabriquerait des conteneurs pour les récoltes de fruits de la région. Chacune de ces coopératives disposera d'un centre de puériculture. Le projet sera coordonné avec le Conseil national de la population et le DIF, ainsi qu'avec le PNUD, la CEPAL et le FNUAP.

Pérou

Dans la plupart des cas, les villes péruviennes sont entourées de zones à faibles revenus qui, pour ce qui est du nombre d'habitants et de la superficie, sont plus grandes que la ville proprement dite.

L'effort de collaboration du FISE dans le cadre d'un programme visant à résoudre ce problème entre dans sa troisième année. Des progrès ont été accomplis pour ce qui est de l'infrastructure physique, des bâtiments et des travaux publics, du nombre de personnes formées et de l'augmentation du nombre de personnes qui bénéficient aujourd'hui d'un programme de soins de santé primaires et de puériculture préscolaire. A ne pas oublier non plus parmi ces progrès, l'évolution de l'organisation communautaire. Le projet a finalement acquis la cohésion qui lui faisait défaut jusque-là grâce au Comité de coordination multisectorielle chargé de superviser l'intégration conceptuelle et administrative des services. L'intervention de groupes techniques sectoriels renforce l'efficacité du programme. Il existe de nos jours 15 modules de soins de santé primaires et d'activités préscolaires communautaires qui ont été construits par les collectivités et qui fonctionnent dans les zones à faible revenu de la partie sud de Lima. Il est prévu que d'ici à la fin de 1981, 50 au total seront en place. De plus, la méthode appliquée a reçu l'aval du nouveau gouvernement et elle sera utilisée dans le cadre d'un vaste effort d'expansion additionnelle des services de puériculture et de soins de santé primaires dans les collectivités qui viendra s'ajouter au programme du FISE.

Dans le domaine du contrôle et de l'évaluation, une activité importante a été le processus d'examen conjoint qui fait partie intégrante et permanente du projet de Lima. Outre les données que ce processus a permis de rassembler, il ne fait aucun doute que la participation communautaire a été considérablement stimulée par ce qui est maintenant devenu une caractéristique habituelle de la vie quotidienne de la population intéressée par le projet. Le processus d'examen a été systématisé et perfectionné pendant les deux premières années d'exécution du projet, facteur qui contribuera fondamentalement à la réalisation de projets faisant intervenir une importante participation communautaire. Le système de collecte des données est utilisé pour contrôler l'incidence des activités de projet sur la morbidité et la mortalité infantiles. Ce projet a eu également pour résultat de rendre l'accès à la zone en question plus facile pour les animateurs de la santé. A l'heure actuelle, on y trouve 400 animateurs et 320 sages-femmes.
